

University of Groningen

Les démocrates sociaux Hollandais et la politique de défense : Un cas (proto-)typique de Hollandisme?

Lucardie, Anthonie; Koole, Rudolf

Published in:
Social-démocratie et défense en Europe

IMPORTANT NOTE: You are advised to consult the publisher's version (publisher's PDF) if you wish to cite from it. Please check the document version below.

Document Version
Publisher's PDF, also known as Version of record

Publication date:
1985

[Link to publication in University of Groningen/UMCG research database](#)

Citation for published version (APA):

Lucardie, A., & Koole, R. (1985). Les démocrates sociaux Hollandais et la politique de défense : Un cas (proto-)typique de Hollandisme? In H. Portelli, & D. Hanley (Eds.), *Social-démocratie et défense en Europe* (pp. 11-40). Presses Universitaires de Nanterre.

Copyright

Other than for strictly personal use, it is not permitted to download or to forward/distribute the text or part of it without the consent of the author(s) and/or copyright holder(s), unless the work is under an open content license (like Creative Commons).

The publication may also be distributed here under the terms of Article 25fa of the Dutch Copyright Act, indicated by the "Taverne" license. More information can be found on the University of Groningen website: <https://www.rug.nl/library/open-access/self-archiving-pure/taverne-amendment>.

Take-down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Downloaded from the University of Groningen/UMCG research database (Pure): <http://www.rug.nl/research/portal>. For technical reasons the number of authors shown on this cover page is limited to 10 maximum.

**INSTITUT DE POLITIQUE INTERNATIONALE ET EUROPÉENNE
UNIVERSITÉ DE PARIS X**

Collection «Recherches de Politique Comparée» N° 1

SOCIAL-DÉMOCRATIE et DÉFENSE EN EUROPE

Sous la direction de

MM. Hugues Portelli & David Hanley

**Nanterre
1985**

CHAPITRE I

LES DÉMOCRATES SOCIAUX HOLLANDAIS ET LA POLITIQUE DE DÉFENSE : UN CAS (PROTO-)TYPIQUE DE HOLLANDISME ?

Ruud KOOLE
Paul LUCARDIE

Introduction¹

Le terme de «hollandisme» est devenu une formule en vogue pour décrire les tendances neutralistes et pacifistes apparues ces dernières années au sein des pays membres de l'OTAN. Walter Laqueur, le père spirituel de ce mot, l'a défini comme «un désir de se mettre en marge des problèmes mondiaux et une aversion aux dépenses de défense»². La Hollande a joué un rôle pionnier dans ce mouvement, dit Laqueur, mais a été rapidement suivie par la Belgique, le Danemark, la Norvège et même de plus grands pays tels que la Grande-Bretagne et la République Fédérale d'Allemagne. Tout en notant cette «nouvelle vague» au sein de tous les partis politiques hollandais à l'exception du Parti Libéral, Laqueur distingue le Parti Travailliste Hollandais (PvdA) et les différentes Églises comme ses principaux promoteurs.

Bien que nous ne soyons pas d'accord avec le raisonnement de Laqueur sur de nombreux points, nous partageons son intérêt pour le Parti Travailliste hollandais.

Au chapitre II nous essayerons de clarifier la position de ce parti dans un cadre comparatif. Dans ce but nous débattrons d'une typologie des partis sociaux-démocrates et socialistes susceptibles d'éclairer certaines de leurs ressemblances et de leurs différences en matière de politique de défense.

Grâce à la description de l'évolution historique de la politique de défense du PvdA (après la guerre) que nous ferons au chapitre II, nous espérons montrer que les sociaux-démocrates ont toujours été inspirés par deux traditions opposées : «l'internationalisme moralisateur» et le «Libéralisme nationaliste»³. Cette «lutte» historique entre deux tendances a eu un impact sur la politique effective

de défense du PvdA.

Au chapitre IV nous nous appuyerons sur ces continuités historiques ainsi que les effets des modifications survenues dans le système international et sur l'impact des relations inter-partis et intra-partis dans le système politique hollandais pour mettre au point une analyse plus théorique de la position actuelle du PvdA. Nous conclurons ce chapitre sur quelques observations comparatives : dans quelle mesure le Parti Travailleiste hollandais, compte tenu de son approche plus tournée vers l'Europe dans le cadre de l'OTAN, et de son opposition au déploiement des missiles de croisière et des Pershing II, est-il un cas «typique» de hollandisme ?

A mi-chemin entre parti politique dominant et minorité permanente : le Parti Travailleiste hollandais dans une perspective comparative

On peut classer les partis sociaux-démocrates d'Europe de l'Ouest de l'après-guerre en trois catégories, en fonction de leur taille et de l'influence qu'ils possèdent au sein du système politique de leur pays :

1) **Les partis dominants**, qui remportent régulièrement environ 50 % des sièges au Parlement ou plus de 35 % des voix du suffrage direct, et qui assument le gouvernement en alternance avec un ou plusieurs partis de droite, avec ou sans le soutien d'un petit parti du centre (exemples évidents : le Parti Social-démocrate Suédois, le SPD allemand depuis les années 50, le SPOe autrichien, le Parti Travailleiste Norvégien, le Parti Travailleiste Britannique (au moins jusqu'à récemment) et depuis 1980 peut-être le PS français, le PSOE espagnol, le PASOK grec et le PSP portugais).

2) **Les partis intermédiaires**, qui remportent régulièrement une partie des voix du suffrage direct et des sièges comprise entre 20 % et 40 % et qui tendent à faire partie de gouvernements de coalition, sur un pied d'égalité plus ou moins grand avec un autre grand parti (le SSP Finnois, le Parti Social-démocrate suisse, le Parti Socialiste Belge, le Parti Socialiste Ouvrier (POSL) du Luxembourg, le Parti Travailleiste Hollandais PvdA).

3) **Les partis minoritaires**, qui remportent rarement plus de 15 % à 20 % des voix au suffrage direct et/ou des sièges au Parlement et qui ne dominent jamais un gouvernement mais participent à des coalitions aux côtés d'autres

partis plus importants (le Parti Travailleiste Irlandais, le *Althydu Aokkur* Social-démocrate d'Islande, le PSI Italien).

Bien sûr cette classification souffre de l'éternelle faiblesse propre à l'analyse comparative, c'est-à-dire la simplification schématique. De plus, il se peut qu'elle soit complètement dépassée d'ici quelques années. Quelques commentaires concernant chaque catégorie pourront suffire ici.

A première vue la catégorie des partis dominants semble relativement homogène. Au moins jusqu'aux années 80 elle regroupait des partis germaniques appartenant à des systèmes de partis politiques assez stables et modérément polarisés.

Aux alentours de 1980 cependant, le Parti Travailleiste britannique et le parti Social-démocrate danois semblent avoir perdu leur position dominante, tandis que les socialistes français, grec et espagnol semblaient en passe de devenir des partis dominants. Au cours des années 1960 et 1970 les systèmes politiques de leurs pays d'origine ont subi des mutations fondamentales; aussi ne peut-on pas encore les considérer comme stables. De plus, les partis socialistes français, grec et espagnol se réfèrent à des traditions idéologiques plus extrémistes (marxistes ou néomarxistes) que les démocrates-sociaux d'Europe du Nord — bien que cette situation semble se modifier maintenant que les premiers sont au pouvoir et que les seconds ont pour la plupart perdu le pouvoir. Le Parti social-démocrate danois et le Parti Socialiste portugais, sont tous deux difficiles à classer, car ils semblent osciller entre la position dominante et la position intermédiaire aussi bien parce qu'ils obtiennent un nombre de sièges de députés et de voix variant entre 25 et 40 % que parce qu'ils participent à des gouvernements de coalition dans lesquels ils se trouvent alternativement minoritaires et sur un pied d'égalité avec leurs partenaires de coalition.

Si nous excluons ces deux cas marginaux, la catégorie des partis intermédiaires semble assez homogène. Elle est constituée de partis modérés appartenant à des systèmes politiques pluralistes relativement stables. Mis à part le cas finlandais, tous ces systèmes politiques peuvent être considérés comme plus ou moins segmentés ou « appuyés par des groupes de soutien » (le terme hollandais est *verzuild*); en d'autres termes, dans ces systèmes, la plupart des partis politiques entretiennent des relations officielles ou officieuses avec le segment catholique, protestant ou laïque militant de leur société. Chaque segment possède ses propres organisations de base — syndicats, groupements de jeunes, écoles — qui isolent les membres de sa base des autres segments mais qui coopèrent au niveau des élites. Ce système a été décrit par Lijphart et Daalder sous le nom de démocratie *consensuelle*⁴.

Ces dernières années la laïcisation a cependant miné le système consensuel de l'intérieur et érodé les groupes de soutien catholique et protestant. Aux Pays-Bas ceci s'est produit à la fin des années 60 et au début des années 70; ce phénomène semble se produire plus tardivement et plus lentement en Belgique, au Luxembourg et en Suisse. Ceci rend la comparaison entre ces quatre pays plus intéressante peut-être, mais aussi plus difficile. L'hétérogénéité linguistique de la Belgique et de la Suisse, qui s'oppose à l'homogénéité linguistique relative des Pays-Bas et du Luxembourg, ajoute à la complexité du problème. La Belgique et la Suisse sont des organisations fédératives, ce qui n'est pas une coïncidence. Le Parti Socialiste belge s'est lui-même scindé en un Parti Socialiste flamand (SP) et un *Parti Socialiste* wallon (PS) en 1978. Tandis que le SP est susceptible de rester constamment minoritaire, au sein du système politique flamand, le PS pourrait bien acquérir une position dominante en Wallonie.

Les partis qui restent minoritaires de façon plus ou moins permanente ne constituent pas non plus une catégorie homogène. Même si nous excluons le Parti Socialiste flamand, il n'en reste pas moins que le Parti Travailleiste irlandais et le Parti Socialiste italien possèdent peu de points communs avec le *Althyduflokkur* islandais. De plus, nous devrions peut-être rattacher à cette catégorie les partis minoritaires nés d'une scission au sein des principaux partis sociaux-démocrates, notamment le PSDI italien, le CD danois, le SDP britannique, les Sociaux-démocrates du Luxembourg. Mais dans la plupart des cas ces partis ont tendance à s'éloigner de la famille social-démocrate et à adopter des positions libérales ou conservatrices⁵.

Le but de ce travail n'est pas de comparer les partis sociaux-démocrates en tant que tels, mais d'analyser leurs politiques de défense. Les politiques de défense reflètent non seulement l'idéologie propre à chaque parti, mais aussi (voire même surtout) les données géographiques et historiques des pays concernés. Ainsi les sociaux-démocrates du Luxembourg sont-ils confrontés à des problèmes de défense différents de ceux de leurs homologues en France ou aux Pays-Bas. C'est pourquoi nous n'essayerons pas de comparer le Parti Ouvrier Socialiste Luxembourgeois avec le Parti Travailleiste hollandais. Tout au plus pourrions-nous essayer de comparer ce dernier avec le Parti Socialiste belge (dans la mesure où celui-ci existe encore, à l'échelon fédéral) et peut-être avec le *Socialdemokratiet* danois (SD). Ces trois pays occupent des positions un peu comparables au sein de l'OTAN en tant que petits pays voisins de l'Allemagne de l'Ouest et dotés d'une certaine importance stratégique. Tous trois se sont efforcés de rester à l'écart des guerres pendant les cent dernières années, sans toujours y réussir. De plus, ces trois partis sociaux-démocrates présentent quel-

ques ressemblances en ce qui concerne l'idéologie ou les principes généraux et la politique étrangère. Par exemple, les partis hollandais et danois ont tous deux adopté une Déclaration de principes modérés (plus ou moins dans la ligne de la Fabian Society réformiste anglaise) aux environs de 1960 et une autre déclaration plus révolutionnaire, de tendance Nouvelle Gauche, en 1977⁶.

Le Parti Travailliste hollandais et le Parti Socialiste belge ont tous deux souvent pris part à des gouvernements de coalition aux côtés des partis démocrates-chrétiens, mais les Travaillistes hollandais sont restés environ 20 ans dans l'opposition depuis 1945, tandis que les Socialistes belges n'y sont restés que 13 ans. Le Parti Social-démocrate danois se trouve dans l'opposition depuis une dizaine d'années environ et a souvent gouverné seul, avec le support passif du *Venstre* radical ou du Parti Populaire socialiste. Ces différences rendent une analyse comparative trop hasardeuse. C'est pourquoi nous concentrerons ici notre attention sur le Parti Travailliste hollandais. D'après Laqueur, ce parti a été la principale source d'Hollandisme. Il est possible que le Parti Travailliste hollandais ait «contaminé» les partis-frères de Belgique et du Danemark. Le secrétaire aux affaires internationales du Parti Travailliste hollandais semble tomber d'accord avec Laqueur, sur ce point tout au moins⁷.

Un aperçu sur la politique de défense du Parti Travailliste hollandais (PvdA)

Le Parti Travailliste hollandais ou *Partij van de Arbeid* (PvdA) est né en 1946 de la fusion du Parti Social Démocrate Ouvrier (SDAP) d'avant-guerre avec la Ligue Libérale Démocrate, l'Union chrétienne Démocrate et quelques autres formations politiques de taille plus réduite. L'essentiel de ses membres provenaient du SDAP. Avant la guerre les trois partis fondateurs avaient soutenu la politique neutraliste du gouvernement hollandais et partagé en commun quelques tendances pacifistes. Dans les années vingt tous trois s'étaient opposés aux projets du gouvernement concernant la modernisation des forces armées. Pendant les années trente les Démocrates libéraux et les Sociaux-démocrates modifièrent leurs positions, tandis que l'Union Chrétienne Démocrate continuait ses appels en faveur d'un désarmement national. Ce fut la deuxième volte-face des Sociaux-démocrates sur la question de la politique de défense nationale. Lors de la fondation du Parti Social-démocrate ouvrier en 1894, celui-ci avait adopté — sans débat — l'idéal d'une «armée du peuple» qui avait alors cours au sein de la Deuxième Internationale. La première guerre mondiale força le

parti à revoir ses positions. Le groupe parlementaire du parti vota en faveur des crédits de mobilisation en 1914 et soutint la politique de neutralité armée du gouvernement. Lors du congrès du parti en 1915 une importante minorité exprima en termes moralisateurs son opposition aux préparatifs de guerre. Cette opposition moralisatrice anti-militariste se renforça encore après la guerre. Une vague réclamant qu'il n'y ait «plus-jamais-la-guerre» submergea le parti. En 1920 le PvdA décida de renoncer à utiliser la force militaire comme moyen de préserver l'indépendance nationale. Même alors le parti ne se rallia pas totalement au pacifisme, mais retint l'option d'une «force de sécurité» nationale destinée à contrer les pénétrations étrangères sur le territoire national. Bien plus, le parti était prêt à fournir un soutien militaire à la Société des Nations, si nécessaire⁸.

Les Sociaux-démocrates espéraient que la Société des Nations assurerait la paix dans le monde. Cet espoir vola en éclats dans les années trente, lorsque la SDN ne réussit pas à maintenir la paix en Mandchourie et en Ethiopie. Les événements d'Allemagne portèrent à cette conviction un coup encore plus écrasant. Dès 1937 les Sociaux-démocrates en vinrent à accepter la défense armée, bien qu'une minorité ait continué à argumenter en faveur d'un désarmement national⁹.

L'expérience de la Deuxième Guerre Mondiale ne donna pas naissance à une nouvelle vague de pacifisme réclamant qu'il n'y ait «plus-jamais-la-guerre». Au sein même du nouveau Parti Travailleur hollandais on tolérait une petite minorité pacifiste — bien souvent d'anciens membres de l'Union Chrétienne Démocrate — sans la prendre au sérieux. Cependant la guerre avait laissé subsister derrière elle des notions moralisatrices de communauté internationale des peuples et d'ordre juridique mondial. L'organisation des Nations Unies inspirait confiance. Le neutralisme ne fut pas totalement délaissé tant qu'on put s'attendre à ce que l'ONU garantisse la paix et la sécurité dans le monde. En même temps, le parti désirait protéger «la fondation spirituelle de notre civilisation occidentale»¹⁰. En 1947 le PvdA ne voulait pas encore prendre parti dans le conflit naissant entre les Alliés occidentaux et l'Union Soviétique. Des dirigeants du parti déclaraient que l'Europe devait suivre sa propre voie entre l'Amérique capitaliste et la Russie bolchévique. En l'espace d'une année l'engagement envers la civilisation occidentale se révéla plus fort que l'espoir de réaliser une Europe socialiste. En d'autres termes : l'idéologie nationaliste-libérale l'emporta à nouveau à tous les points de vue sur la tendance à l'internationalisme moralisateur. Le coup d'état communiste à Prague et le blocus de Berlin firent forte impression sur les Sociaux-démocrates hollandais. Ils commencèrent à considérer l'agression soviétique comme une menace imminente. Il se peut que cette perception ait renforcé l'anti-communisme qui a toujours caractérisé la Social-démocratie hollandaise depuis 1918, voire même avant — si l'on remonte jusqu'à la scission

du parti qui, en 1909, avait jeté les bases de ce qui devait devenir le Parti Communiste¹¹. A la fin des années quarante le fossé séparant les Sociaux-démocrates hollandais et les Communistes se creusa, à cause de la guerre froide ainsi que de la guerre menée par les Hollandais en Indonésie. La question d'Indonésie domina la politique étrangère hollandaise de 1946 à 1950. Tandis que les communistes soutenaient la lutte indonésienne pour l'indépendance, le Parti Travailliste hollandais approuvait — bien que sans enthousiasme — l'intervention militaire contre les nationalistes indonésiens. Les pressions provenant de son principal partenaire dans la coalition gouvernementale, le Parti Catholique, jouèrent un rôle important dans cette prise de position. Pour la première fois dans son histoire — en dehors d'une brève expérience en 1939/1940 — la Social-démocratie avait conquis des postes importants au sein du gouvernement. Elle n'avait pas l'intention d'y renoncer à nouveau en 1947 ou 1948. Aussi le Parti se rangea-t-il à la tradition nationale-libérale, même en ce qui concernait les colonies. Des milliers de pacifistes déçus quittèrent le PvdA en 1947 et 1948 — de manière temporaire pour beaucoup d'entre eux¹².

Lorsque le Premier Ministre social-démocrate belge Paul-Henri Spaak essaya de lancer l'idée d'un pacte militaire entre la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, le PvdA lui apporta un soutien absolu. En 1948 le pacte fut signé à Bruxelles. En 1949 les cinq pays signataires rejoignirent les États-Unis, le Canada ainsi que d'autres pays européens au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Quelques membres du PvdA exprimèrent leurs doutes à propos de cette alliance, qui générerait, selon eux, la recherche de la «troisième voie», celle d'une Europe indépendante à mi-chemin entre le communisme soviétique et le capitalisme américain.

Cet idéal de «troisième voie» avait cependant perdu son attrait, sauf pour un petit groupe de sociaux-démocrates de l'aile gauche qui fondèrent un centre Social-démocrate au sein du Parti Travailleliste hollandais. Beaucoup d'entre eux quittèrent le PvdA pendant les années quarante et cinquante. En 1957 quelques-uns d'entre eux fondèrent le Parti Socialiste Pacifiste en se regroupant avec d'anciens communistes et des pacifistes chrétiens. Lorsque ce parti essaya d'attirer des électeurs fidèles au PvdA, ce dernier dénonça la «troisième voie» des Socialistes Pacifistes en des termes dénués d'ambiguïté. Le PvdA appela à une participation loyale des Pays-Bas dans l'OTAN. Il approuva la stratégie de dissuasion nucléaire de l'OTAN. Bien plus, il plaida en faveur de l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans l'OTAN dès 1951, alors que son parti frère allemand s'y opposait encore¹³.

Le Parti Travailleliste hollandais montra peu d'enthousiasme au début des années cinquante pour les projets d'une Communauté Européenne de Défense

qui devait comprendre l'Allemagne de l'Ouest. La plupart des sociaux-démocrates ne s'opposaient pas à ce projet, mais donnaient la priorité à la Communauté Atlantique de Défense. Pour des raisons similaires, la majorité du PvdA ne fit pas bon accueil, au début des années soixante, à la proposition d'organiser une force multilatérale de sous-marins nucléaires sous un commandement conjoint européen et américain. Les sociaux-démocrates préféraient se fier à la protection nucléaire américaine¹⁴.

Tant que le PvdA resta au pouvoir, c'est-à-dire de 1946 à 1958, il approuva toutes les dépenses de défense. D'après ses plate-formes électorales, les dépenses de défense devraient être soigneusement contrôlées. Un des dirigeants du Parti Travailleiste semble avoir souligné le fait que sans la dissuasion nucléaire un pays comme les Pays-Bas serait contraint de dépenser beaucoup plus en matière de défense¹⁵. Cependant, pendant cette période, les dépenses et les stratégies de défense étaient rarement débattues dans les publications du parti ou lors de conférences. Ceci commença à changer vers 1960. En 1959, dans une nouvelle plate-forme électorale, le PvdA proposa une modeste réduction du budget de défense «ramenant ce dernier à un pourcentage du revenu national conforme à la moyenne des pays de l'OTAN comparables»¹⁶. En réalité, le gouvernement hollandais avait contribué aux dépenses extérieures de défense à hauteur de 5 à 6 % du revenu national pendant les années cinquante, ce qui représentait moins que des puissances alliées telles que la Grande-Bretagne (8 %) ou la France (6-7 %) mais plus que l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, la Belgique ou le Danemark¹⁷. Dans une nouvelle déclaration de principes le PvdA appelait au désarmement universel, mais ajoutait que «tant que des puissances totalitaires cherchent à dominer le monde et menacent la paix et les valeurs de l'homme, la paix et le désarmement sont (des buts) inaccessibles. Dans ces conditions notre pays se doit de contribuer d'une manière responsable à la défense politique, économique et militaire des démocraties et notamment d'œuvrer pour un renforcement de l'alliance occidentale»¹⁸.

Lorsque le Ministre de la Défense reconnut en 1960 que des armes nucléaires avaient été stockées aux Pays-Bas «pour quelque temps», les Communistes et les Pacifistes Socialistes organisèrent des meetings de protestation, mais les sociaux-démocrates ne bougèrent pas. Quelques membres de l'aile gauche du PvdA participaient à ces meetings et aux rassemblements pacifistes qui devinrent chose courante entre 1959 et 1965, mais le parti dans son ensemble prêta peu d'attention à ces événements. Cependant, lorsque le Synode de l'Eglise Hollandaise Réformée condamna les armes nucléaires en 1962, le Parti Travailleiste se sentit obligé de prendre part à la discussion. Il ne faut pas s'en étonner :

vers 1960, l'électorat du PvdA était vraisemblablement composé à 40 % environ de fidèles de l'Église Réformée¹⁹. En 1962 le PvdA publia un rapport sur les problèmes de guerre et de paix à l'époque de la bombe atomique. Pour la première fois il autorisait sa minorité pacifiste à tendance moralisatrice à écrire un rapport minoritaire — autorisation due peut-être à l'influence de l'Église Hollandaise Réformée, mais aussi à la détente internationale qui commençait à poindre. Le rapport minoritaire renfermait des arguments en faveur d'un désarmement unilatéral, considéré comme un risque moins important pour la sécurité que la guerre nucléaire «accidentelle». De petits pays comme les Pays-Bas devaient prendre l'initiative d'abattre les barrières de la Guerre Froide entre l'Est et l'Ouest. D'autres pays suivraient peut-être l'exemple hollandais. La question de l'adhésion à l'OTAN restait en suspens. Les auteurs du rapport majoritaire légitimaient l'OTAN et la dissuasion nucléaire en les jugeant des moyens nécessaires au maintien de la paix²⁰. Le congrès du parti qui eut lieu en 1963 approuva le rapport de la majorité et rejeta une proposition pour la recherche d'un désarmement unilatéral par 2128 voix contre 307²¹. Mais il préconisait l'interdiction des essais nucléaires, la conclusion d'un traité visant à interdire l'utilisation de l'espace à des fins militaires, et recommandait de mettre fin à la prolifération des armements nucléaires.

En 1965 le PvdA regagna les bancs du gouvernement au sein d'une coalition avec le Parti catholique et un Parti protestant. Moins d'un an plus tard le Parti catholique, en proie à des divisions internes, retirait son soutien à la coalition gouvernementale — officiellement à cause des augmentations budgétaires proposées par le gouvernement. A la chute du gouvernement, le PvdA regagna l'opposition. Cet événement fut interprété par de nombreux observateurs comme la fin de l'ère «consensuelle».

Le PvdA, repoussé par les Démocrates chrétiens, ses partenaires dans la coalition gouvernementale, se mit à pencher vers la gauche. Ce virage à gauche fut aussi encouragé au sein du parti par une nouvelle génération d'activistes organisés de manière vague et portant le nom de «Nouvelle Gauche» (*Nieuw Links*). Les pertes électorales substantielles essuyées par le PvdA en 1963 et en 1967 semblèrent corroborer les demandes de la Nouvelle Gauche qui désirait rajeunir le parti et adopter des positions plus avancées. Les activistes de la Nouvelle Gauche consacraient l'essentiel de leur temps à des questions telles que la démocratisation de l'État et de la Société, la redistribution des richesses et la politique culturelle; mais ils se sentaient aussi concernés par la politique étrangère et les problèmes de défense. Beaucoup d'entre eux s'opposaient à l'OTAN parce que celle-ci tolérait des dictatures parmi ses pays-membres — La Grèce depuis 1967, le Portugal depuis 1949 — tout en affirmant défendre la

démocratie et la liberté. Lorsque le PvdA nomma, en 1967, une commission chargée d'évaluer le bien-fondé de l'adhésion à l'OTAN, celle-ci comprenait un membre éminent de la Nouvelle Gauche. Ce dernier rédigea de concert avec un pacifiste plus âgé, un rapport minoritaire assez critique vis-à-vis de l'OTAN. Tandis que le pacifiste condamnait la stratégie nucléaire de l'Alliance Atlantique, le représentant de la Nouvelle Gauche jugeait que cette stratégie était le fruit de la Guerre Froide, un schéma dépassé qui constituait un danger pour la paix et la démocratie. Tous deux soutenaient que cette Alliance était superflue, parce que le coût prohibitif d'une nouvelle guerre et la présence d'intérêts américains en Europe dissuaderaient l'Union Soviétique d'envahir l'Europe de l'Ouest. D'après eux, les Pays-Bas devraient développer un Système de Sécurité Européen fondé sur des traités de non-agression mutuelle entre les deux blocs. La Hollande devrait éliminer les armements nucléaires, mais pas nécessairement la totalité de ses armements conventionnels. La majorité de la commission était favorable à l'OTAN. L'équilibre de la terreur que faisait régner le nucléaire aidait selon elle à prévenir les conflits armés, tout particulièrement entre les deux Allemagnes. Sans l'OTAN les Allemands seraient susceptibles de mettre au point leur propre bombe atomique. De plus, l'Alliance pourrait favoriser la détente; l'OTAN devrait créer une agence pour les limitations d'armements. La Commission préconisait quelques autres réformes. La majorité de la Commission se prononçait aussi en faveur d'une réduction des dépenses de défense²². Le congrès du parti qui eut lieu en 1967 approuva le rapport majoritaire. Il rejeta une proposition visant à ne pas renouveler le Traité de l'Atlantique Nord en 1967 par 2109 voix contre 604²³. Simultanément, ce congrès cédait à plusieurs demandes émanant de la Nouvelle Gauche. D'une manière générale, la Nouvelle Gauche exerçait plus d'influence sur le congrès du Parti que sur le groupe parlementaire du PvdA. Cependant le groupe parlementaire refusa de voter une augmentation du budget de la Défense après l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Il aurait malgré tout accepté une mobilité temporairement accrue de certaines forces armées²⁴. Vers la même époque le groupe parlementaire commença à critiquer l'intervention américaine au Vietnam à la consternation de l'aile droite du parti. Pour contrer l'influence de la Nouvelle Gauche, des membres de l'aile droite du PvdA organisèrent une Nouvelle Droite ou groupe Démocrate de Recours. En 1970 la plupart des membres de ce groupe quittèrent le PvdA pour fonder un nouveau parti, les Démocrates Socialistes des années soixante-dix. Celui-ci fit une entrée fracassante aux élections de 1971 en obtenant 5 % des voix au suffrage direct (8 sièges au Parlement), et fut invité à faire partie de la coalition gouvernementale des Démocrates chrétiens et des Libéraux. Bien qu'ils soient d'accord avec leurs partenaires de coalition en ce qui concernait la politique étrangère et les pro-

bièmes de défense, les Démocrates Socialistes ne pouvaient approuver leur politique socio-économique conservatrice. En 1972 ils quittèrent précipitamment la coalition et provoquèrent la chute du gouvernement. Lors des élections de 1972 ils perdirent deux sièges. Ils continuèrent à décliner jusqu'en 1983, date à laquelle leur parti se dissout de lui-même²⁵.

Pendant ce temps, le groupe de la Nouvelle Gauche s'était lui aussi dissous. Ses idées continuèrent néanmoins à hanter les militants de base du PvdA. Pendant les années soixante-dix les congrès du parti adoptèrent souvent des décisions plus avancées qu'auparavant dans de nombreux domaines, au nombre desquels figuraient les problèmes de défense et la politique étrangère. Dans de nombreux cas le congrès agissait ainsi sous la pression d'un mouvement ou d'un groupe d'action constitués pour défendre une position sur un problème unique. Incapable d'agréger et d'intégrer toutes ces demandes, le parti se contentait de les inclure les unes à la suite des autres dans des plate-formes électorales qui s'allongeaient de plus en plus à chaque fois. Aussi laissait-il au groupe parlementaire le soin d'agréger ces demandes et de les transformer en politiques cohérentes. Un fossé apparut et grandit de ce fait entre le groupe parlementaire et les activistes de la base ou leurs délégués aux congrès.

En 1968 le PvdA était encore à même de publier une étude plus ou moins cohérente sur la politique de défense, étude qui reprenait et complétait le rapport de 1967. Le groupe parlementaire, tout comme les activistes de base, changèrent d'idées dans les années soixante-dix, mais chaque groupe le fit à un rythme et sur une échelle différents. Aucune étude et aucun rapport de politique générale ne furent publiés pendant ces années-là. L'étude de 1968 comportait plusieurs recommandations pour accroître l'efficacité de la défense hollandaise au sein de l'OTAN. Puisque l'OTAN était passée d'une politique de «représailles massives» à une «riposte graduée», il devenait nécessaire de posséder des forces militaires conventionnelles efficaces et en nombre suffisant. L'étude réclamait une coordination et une spécialisation technique des forces armées. Les Pays-Bas devaient intégrer armée de terre, armée de l'air et marine²⁶. En 1971, le groupe parlementaire développa plus longuement ces thèses dans un rapport sur la politique de défense. A côté de la spécialisation et de la coordination technique, de la rationalisation et de l'intégration des forces armées il proposait la création d'une armée professionnelle; la conscription devrait être supprimée. Des armements conventionnels devaient remplacer les armements nucléaires tactiques de manière à éviter l'escalade vers la guerre nucléaire en cas de conflit conventionnel²⁷. En 1968, le parti avait critiqué de manière plus ambiguë et moins structurée la présence d'armes nucléaires tactiques dans les forces armées hollandaises. Mais, même en 1971, il n'envisageait pas les impli-

cations stratégiques de son rejet des armements nucléaires tactiques. Ce ne fut qu'après 1973 que le parti commença à mettre en cause les principes fondamentaux de la stratégie de riposte graduée.

Au début des années soixante-dix la détente l'emporta. Les tendances au désarmement moralisateur et à l'internationalisme se renforcèrent parmi les militants de base du PvdA. En 1972, un congrès du parti appela au désarmement nucléaire unilatéral et à l'adhésion conditionnelle à l'OTAN, bien qu'elle ne fît pas figurer ces demandes dans sa plate-forme électorale; ceci, essentiellement parce que ce manifeste devait servir de plate-forme commune au PvdA et à deux autres partis de gauche, les Démocrates'66 et le Parti Politique des Radicaux. Cette plate-forme ne comprenait pas la demande visant à réduire les dépenses de défense à 3 % du revenu national avant 1976 ni l'idéal à long terme d'un système de Sécurité Européenne²⁸. Cet idéal fut développé plus amplement par l'aile gauche du PvdA. Il devait se substituer à la fois à l'OTAN et au Pacte de Varsovie et être garanti par les États-Unis et l'Union Soviétique. Les deux super-puissances devraient retirer leurs troupes d'Europe (à l'exception probablement de la partie européenne de l'Union Soviétique ?). Progressivement l'organisation sociale d'Europe de l'Ouest et celle d'Europe de l'Est pourraient «converger» en une nouvelle forme de socialisme démocratique — une nouvelle forme de «troisième voie» ?²⁹.

Le PvdA remporta un assez grand succès lors des élections de 1972. A l'issue des négociations prolongées il entra dans une coalition gouvernementale aux côtés de ses alliés de gauche, ainsi que des Démocrates chrétiens du Parti Catholique et d'un parti Protestant. Le PvdA fournit non seulement le premier ministre mais aussi — pour la première fois dans son histoire — le ministre de la Défense. Ce ministre dut faire face à des pressions émanant de multiples côtés à la fois : d'un côté la base de son parti et quelques députés sans portefeuille réclamaient le désarmement nucléaire et une adhésion conditionnelle à l'OTAN, de même que des coupes sombres dans les dépenses de défense; de l'autre, ses collègues Démocrates chrétiens et la majorité du Parlement hollandais, ainsi que l'OTAN, s'opposaient à ces mesures.

D'après un sondage effectué auprès de 1 000 membres du PvdA en 1973/1974, un tiers seulement de la base était en faveur d'une participation inconditionnelle à l'OTAN, tandis qu'une moitié réclamait une adhésion conditionnelle³⁰. Le congrès du parti de 1975 reflétait l'opinion de ces derniers et vota en faveur d'une adhésion conditionnelle à l'OTAN. Le bureau national du parti avait proposé en vain, à la place, une «participation critique». D'après la résolu-

tion adoptée, la participation hollandaise à l'Alliance Atlantique devait prendre fin en 1978 à moins que l'OTAN n'apporte une contribution fondamentale à la détente par le biais de mesures spécifiques telles qu'une déclaration de non-utilisation des armes nucléaires en première frappe et la création d'une zone dénucléarisée en Europe, qui comprendrait les Pays-Bas³¹. Cette décision peut être considérée comme une victoire de la tendance au désarmement moraliste-internationaliste. Elle coïncida aux Pays-Bas avec un «été indien» pour l'idéalisme de la Nouvelle Gauche. En dépit de la crise du pétrole et de la stagnation économique de 1973, des idéaux tels que l'autogestion des travailleurs, la libération des femmes, l'émancipation par l'éducation et la solidarité internationale focalisèrent plus l'attention que les problèmes économiques. Le PvdA renouvela sa demande de réduction des dépenses de défense lors de son congrès de 1975, mais sans la considérer comme le problème majeur.

En 1975, le Parti Travailleiste hollandais décida aussi de réviser sa Plate-forme de Principes. En 1977, il adopta une nouvelle plate-forme qui comprenait la plupart des idéaux de la Nouvelle Gauche que nous avons mentionnés plus haut. Elle préconisait aussi que «le système périmé de la dissuasion mutuelle (soit) remplacée par un système dans lequel tous les États coopèrent sur un pied d'égalité et se mettent à désarmer»³².

Dans le même temps le ministre de la Défense appartenant au PvdA poursuivait une politique différente. Conformément à la stratégie de l'OTAN, il essaya d'améliorer la mobilité des forces armées hollandaises grâce à la spécialisation et à la standardisation. A la différence de son parti il mettait l'accent sur une armée de l'air indépendante, équipée d'avions de combat modernes capables d'emporter des armes nucléaires (le F-16). Il fut d'accord avec son parti, cependant, lorsque celui-ci proposa d'inclure les armes nucléaires tactiques dans les pourparlers sur la Réduction Multilatérale des forces à Vienne (Mutually Balanced Force Reduction — MBFR). L'OTAN accepta cette proposition — mais les négociations ne progressèrent pas de manière significative³³. Le ministre essaya aussi de réduire le budget de la défense, malgré de sérieuses objections de la part de l'OTAN et de ses partenaires dans la coalition gouvernementale, les Démocrates Chrétiens. Les effectifs militaires passèrent de 115 000 en 1972 à 103 000 en 1977; mais les coûts de personnels augmentèrent. La fraction mobilisée du Premier corps d'Armée en Allemagne vit son effectif diminuer — là aussi, contre l'avis de l'OTAN — mais son équipement fut amélioré. Le retrait des armes nucléaires — les fusées NIKE pour être précis — eut lieu, mais à une échelle modeste. Les dépenses de défense diminuèrent, mais restèrent à un niveau supérieur aux 3 % du revenu national — qui diminua lui aussi. Il est donc extrêmement difficile d'évaluer avec précision dans quelle mesure le PvdA se conforma à sa plate-forme de 1972 ou accéda aux demandes

des activistes du parti³⁴.

En 1976, le Ministre de la Défense démissionna et fut remplacé par son sous-secrétaire d'État, qui faisait partie lui aussi du PvdA. Le changement de personnes ne modifia pas la politique du gouvernement. Par contre, un changement plus important se produisit au sein du groupe parlementaire du PvdA. Entre 1973 et 1977 celui-ci commença à remettre en cause les postulats de base de la stratégie de l'OTAN, tout en continuant à se déclarer en faveur de la participation hollandaise à l'Alliance Atlantique. Dankert, l'expert du parti en matière de défense, exprima des doutes sur la garantie nucléaire américaine et sur les conséquences de la réponse graduée. La doctrine Schlesinger de 1974 ne réussit pas à éliminer ces doutes. Dankert préconisa d'abandonner les missiles nucléaires tactiques au profit des armes conventionnelles, spécialement les P.G.M., armes guidées avec précision. Au lieu de la «défense en position avancée» de l'OTAN il proposait une stratégie plus défensive qui demandait un effectif militaire plus réduit³⁵.

En 1977, les conflits à propos des réformes socio-économiques firent éclater la coalition entre Démocrates Chrétiens et Sociaux-Démocrates (et leurs alliés). Aux élections le PvdA remporta un nombre record de voix (34 %) et de sièges (53 sur 150). Son manifeste électoral comprenait les résolutions du congrès de 1975 concernant l'adhésion conditionnelle à l'OTAN. Une seule demande avait été rajoutée : l'OTAN ne devrait pas déployer les missiles de croisière³⁶.

Le PvdA ne réussit pas à reconduire la coalition avec les Démocrates Chrétiens. Ces derniers, maintenant fédérés sous le nom de Recours Démocrate Chrétien (CDA), aboutirent à un accord avec le Parti Libéral (VVD) ; ensemble ils pouvaient rassembler une faible majorité parlementaire (77 sièges sur 150). On pouvait s'attendre à ce que le Parti Travailleiste Hollandais, qui avait regagné à contre-cœur les rangs de l'opposition, s'attache à apaiser ses dissensions internes. C'est dans une certaine mesure ce qui se produisit. Des facteurs externes aidèrent le parti à resserrer les rangs — temporairement. En premier lieu, le gouvernement annonça des réductions de dépenses dans la plupart des domaines à l'exception de la Défense ; le PvdA s'opposa à cette politique, non sans quelque succès — grâce aussi à des pressions émanant des syndicats. En second lieu, les États-Unis semblèrent envisager une nouvelle arme nucléaire provoquant peu de retombées secondaires, nommée bombe à neutrons ou arme à radiation renforcée et effet de souffle réduit. Si celle-ci était déployée en Europe, elle serait susceptible de faire baisser le seuil nucléaire (c'est-à-dire accroître le risque d'escalade d'un conflit traditionnel et sa transformation en guerre nucléaire), selon les experts en matière de défense qu'ils soient du Parti Travailliste comme de nombreux autres partis. Un nouveau mouvement pacifiste fut

créé afin de protester contre cette nouvelle arme ; le PvdA resserra les rangs derrière lui. Deux groupes donnaient à ce mouvement l'impulsion directrice : le Comité Communiste pour l'Arrêt de la Bombe à neutrons et le Rassemblement inter-confessionnel pour la Paix (*Inter-Kerkelijk Vredesberaad*, IKV). Ce dernier avait été fondé en 1966 par des députés appartenant aux principales Églises chrétiennes des Pays-Bas. En 1977, il commença à se transformer en un mouvement de masse appuyé sur des structures locales d'activistes (groupes-noyaux). Le Rassemblement pour la Paix dénonça la bombe à neutrons ainsi que d'autres armes nucléaires (en termes moralistes, mais sans préconiser le désarmement total ni le neutralisme). Il se peut qu'il ait réussi à infléchir l'opinion publique, car les sondages indiquent une opposition grandissante aux armes nucléaires aux Pays-Bas. Ces résultats de sondage ne sont cependant pas toujours interprétés ainsi, étant donné la nature controversée de cette question et le problème des « questions orientées » et des « réponses socialement souhaitables »³⁷. Le Rassemblement pour la Paix reçut un appui massif des Sociaux-Démocrates. En 1977, un militant de base du PvdA devint président du Rassemblement. En 1979, le congrès du PvdA adopta le slogan du Rassemblement « libérez le monde des armes nucléaires, en commençant par les Pays-Bas » (*Help de kernwapens de wereld uit, te beginnen met Nederland*). Den Uyl, l'ancien premier ministre, dirigeant politique du PvdA depuis 1967, ne réussit pas à empêcher le congrès de prendre cette décision. Tout en partageant les objections du Rassemblement pour la Paix au sujet de la bombe à neutrons ainsi qu'à d'autres armes nucléaires nouvelles, il désirait conserver quelques armes nucléaires sur le territoire hollandais. D'après lui le désarmement nucléaire unilatéral d'un pays aurait un effet contraire au but recherché, parce qu'il serait (sur-)compensé par ses alliés et susceptible d'amoindrir l'influence du pays en question au sein de l'Alliance³⁸.

La participation de la Hollande à l'Alliance Atlantique fut, elle aussi, débattue lors du congrès de 1979. L'OTAN n'avait manifestement pas rempli les conditions stipulées au congrès de 1975 du PvdA — sauf en ce qui concernait la demande d'inclure les armes nucléaires tactiques dans les pourparlers du MBFR à Vienne. Néanmoins, une proposition de quitter l'organisation militaire de l'OTAN ne reçut pas l'approbation de la majorité du congrès, ne recueillant que 6 555 voix contre 7 677. Le PvdA préféra poursuivre la lutte en faveur de l'adhésion conditionnelle³⁹. La vague d'opposition à l'OTAN commença à refluer au sein du PvdA ; en 1981, le parti en vint à accepter l'adhésion inconditionnelle, même si elle restait « critique ». Le déclin de la détente internationale explique peut-être ce changement de position du PvdA.

Cependant, la tendance désarmement moraliste-internationaliste ne céda

pas la place au «réalisme» nationaliste-libéral sur tous les plans. L'opposition aux armes nucléaires n'a pas diminué entre 1979 et 1984 — au contraire. La décision d'un déploiement à deux vitesses prise par l'OTAN en décembre 1979 aida le mouvement pour la paix à mobiliser des effectifs record de participants aux marches de protestations — 350 000 personnes à Amsterdam en novembre 1981, 550 000 personnes à La Haye en octobre 1983. Les membres du PvdA représentaient jusqu'à 10 % des marcheurs en 1981, selon un sondage réalisé sur place⁴⁰. Dans la plupart des cellules locales semblait régner un esprit de désarmement moraliste unilatéral, bien que peu se prononçaient en faveur d'un désarmement national total. De nombreux militants de base estimaient que les Pays-Bas devraient retirer toutes les armes nucléaires de son territoire afin de donner l'exemple aux autres (petits) pays de l'Est comme de l'Ouest⁴¹.

Cette notion d'un «pays pilote» brisant les barrières entre l'Est et l'Ouest avait été lancée par le Rassemblement Interconfessionnel pour la Paix. Le président du Rassemblement — un membre du PvdA — développa cette idée dans un rapport écrit en 1981 au nom du Parti Travailleiste avec un autre Social Démocrate. Plus précisément, leur proposition ne constituait que la moitié du rapport du PvdA sur la Paix et la sécurité; la deuxième moitié de ce rapport avait été rédigée par deux experts en matière de défense, et présentait une autre vue. L'un de ces experts, Stenmerdink, avait été ministre de la Défense en 1976/1977. Stenmerdink partageait cependant les objections du Rassemblement pour la Paix vis-à-vis de la décision de déploiement à deux vitesses et du déploiement des missiles de croisière en Europe⁴². Le groupe parlementaire du Parti Travailleiste tendait à se rallier à l'opinion de Stenmerdink — qui était l'un de ses membres depuis 1977. En 1979, les parlementaires avaient publié un livre blanc sur la Défense qui comportait des conclusions similaires. Tout en critiquant la stratégie de «riposte graduée» «avancée» de l'OTAN et particulièrement le déploiement d'armes nucléaires tactiques en Europe qu'elle comportait, ils ne plaidaient pas en faveur d'un désarmement nucléaire unilatéral. Comme en 1976, ils préféraient les armes guidées avec précision «coup au but» et les armes anti-char d'un type conventionnel. Ils abandonnaient cependant leur proposition d'armée professionnelle pour des raisons d'ordre pratique et financier⁴³. En 1979, le groupe parlementaire éleva de vives critiques contre le gouvernement qui avait adopté une attitude très ambiguë vis-à-vis de la décision de déploiement à deux vitesses. Un seul député Travailleiste hollandais, Van der Stoel — qui fut ministre des Affaires Étrangères en 1973-1977 et en 1981-1982 — montra quelque attirance pour la décision de l'OTAN⁴⁴.

Le congrès du PvdA de février 1981 ne débattit pas du Rapport sur la Paix et la Sécurité de la même manière qu'il avait débattu des rapports similaires en 1963 ou en 1967. Au début il sembla pencher vers la thèse de désarmement uni-

latéral défendue par le Rassemblement Interconfessionnel pour la Paix. Ce ne fut que lorsque Den Uyl menaça de démissionner de son poste de dirigeant politique au cas où le parti suivrait jusqu'au bout de ses idées le Rassemblement pour la Paix, que le congrès accepta une résolution de compromis : « les Pays-Bas doivent éliminer toutes les armes nucléaires de leur territoire, mais d'une manière propre à contribuer au retrait de la totalité des armes nucléaires en Europe ». Cette résolution fut incorporée à la plate-forme électorale du PvdA de 1981⁴⁵. Le Parti décidait aussi de rechercher une adhésion critique plutôt qu'une adhésion conditionnelle à l'OTAN. Il persistait à préconiser une déclaration de non-utilisation des armes nucléaires en première frappe, une zone dénucléarisée en Europe ainsi que des coupes dans le budget de la Défense et une réduction des effectifs de l'armée. Bien que le PvdA eût des résultats médiocres aux élections de 1981, il réussit à rejoindre les rangs du gouvernement ; essentiellement parce que le Recours démocrate Chrétien et son partenaire libéral, dans la coalition, avaient perdu la majorité au Parlement. Un gouvernement de coalition regroupant les Démocrates chrétiens, les Sociaux-démocrates et les Démocrates '66 (un parti libéral du centre-gauche) entra en fonctions à l'automne 1981. Il tomba dès le printemps 1982, essentiellement par suite d'un désaccord sur la politique économique. Le désaccord sur la politique de Défense avait contribué, lui aussi, à accroître les tensions entre les partenaires de la coalition. Ce gouvernement avait retardé une décision sur le déploiement des missiles de croisière aux Pays-Bas. Aussi cette question joua-t-elle un rôle important dans la campagne électorale de 1982. Le PvdA et le VVD libéral gagnèrent tous deux des voix au détriment des Démocrates de 1966 et des Démocrates Chrétiens ; peut-être à cause des positions ambivalentes de ces partis du centre, dans le domaine de la Défense comme dans d'autres domaines.

Les gains des Libéraux, compensant largement les pertes des Démocrates Chrétiens, ces deux partis réussirent à établir leur coalition en retrouvant une majorité parlementaire (81 sièges sur 150). Le PvdA s'est retrouvé, par conséquent, une nouvelle fois à la tête de l'opposition. Plutôt que de resserrer les rangs, cependant, il a rouvert le débat interne sur la politique de défense ; le chapitre suivant de ce rapport propose quelques observations sur la tournure actuelle prise par ce débat.

Conclusion : quelques commentaires théoriques et comparatifs sur la politique actuelle du PvdA en matière de défense

Dans ce dernier chapitre, nous essayerons d'analyser la position actuelle

du Parti Travailleiste hollandais en matière de politique de défense et de sécurité. Trois types de facteurs jouent un rôle important dans l'explication de cette position actuelle : les continuités historiques, les facteurs internationaux et les types de partis politiques. Nous nous occuperons de ces types dans une seconde partie. Dans la dernière partie du chapitre nous comparerons la politique de défense du PvdA avec les politiques de quelques autres partis socialistes ou sociaux-démocrates européens.

L'impact des continuités historiques

Ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre précédent, on peut caractériser la relation entre la Social-démocratie et le problème de défense par le terme de « lutte ».

Tout au long de son histoire la social-démocratie hollandaise a toujours dû concilier deux tendances opposées en son sein : d'un côté un idéalisme plus ou moins moraliste et utopique tourné vers une fraternité internationale; de l'autre une acceptation plus « réaliste » de l'État-nation et de sa défense. Bien sûr, ces tendances représentent les bouts extrêmes d'un large spectre. (Ils correspondent dans une certaine mesure aux deux éthiques dégagées par Weber — la « *Gesinnungs-ethik* » et la « *Verantwortungsethik* »). Nous avons nommé ces courants respectivement tradition internationaliste-moraliste et tradition libérale nationaliste. Cette situation pourrait trouver l'explication suivante. Le socialisme a surgi en tant qu'idéologie dans la période suivant le siècle des lumières, initialement comme une variété révolutionnaire du libéralisme. Au cours du 19^e siècle il en vint à s'opposer au libéralisme, pour des raisons socio-économiques, essentiellement, et à développer des idées différentes sur l'organisation de la production, la distribution et la propriété privée. Du fait de ses préoccupations tournées vers les problèmes socio-économiques, le socialisme ne développa pas de perspective spécifique en matière de politique étrangère ou de sécurité; il avait tendance, pour combler ce vide dans son idéologie, à puiser des éléments à d'autres sources. Aux Pays-Bas — comme dans la plupart des autres pays — ces éléments venaient de :

a) la tradition dominante nationaliste-libérale : souveraineté de l'État-nation, défense de la liberté et de l'indépendance nationales par le peuple-armes, une armée de conscrits, etc...

b) la tradition moraliste d'une « fraternité-humaine » universelle, d'origine chrétienne (ou stoïcisme-laïque militante), transcendant les races et les nations, supprimant les armées et les armes, « tendant la joue gauche » aux ennemis.

Dans l'époque actuelle, la tradition nationaliste-libérale (a) a toujours

prédominé. Dans une certaine mesure cependant, elle a été équilibrée ou « corrigée » par la tradition moraliste (b), quand la situation internationale le permettait.

L'étendue de cette « correction » moraliste dépendait de plusieurs facteurs, et particulièrement du fait qu'une menace de guerre soit perçue, ou même que la guerre soit inévitable. Lorsque les tensions internationales s'apaisaient (détente) ou semblaient pouvoir être jugulées par le biais de négociations internationales, la tradition moraliste gagnait en influence. Mais lorsque les accords paraissaient inutiles et que les négociations ne réussissaient pas à prévenir une guerre menaçante, la défense de la nation par des moyens violents était acceptée comme seule solution. Ainsi l'anti-militarisme l'emporta parmi les Sociaux-démocrates hollandais (et les autres) avant la Première Guerre Mondiale; mais immédiatement après le début de cette guerre, les sociaux-démocrates votèrent les crédits de mobilisation du gouvernement « bourgeois ». Pendant la « détente » des années vingt (l'« esprit de Locarno ») le courant moraliste-internationaliste fut très fort au sein du parti Social-démocrate, bien que celui-ci ne rejetât jamais totalement toutes les formes de défense armée. Mais l'arrivée d'Hitler au pouvoir fit naître des doutes à propos de cette politique et en 1937 les Sociaux-démocrates supprimèrent leur plan de désarmement national et votèrent en faveur du budget de la Défense. Immédiatement après la Seconde Guerre Mondiale le PvdA commença à partager le pouvoir dans des cabinets de coalition. Les actes de guerre en Indonésie et la perception de l'impossibilité pour le monde occidental de conclure un accord avec l'Union Soviétique (la Guerre Froide) assurèrent la prédominance du courant « nationaliste-libéral » pendant toutes les années cinquante. La détente aida, une fois de plus, le courant « moraliste » à se renforcer. Pendant les années soixante, le PvdA se prononça en faveur des accords sur l'interdiction des essais nucléaires et les traités de non-prolifération des armements et critiqua le comportement du chef de file de l'Alliance Atlantique au Vietnam et le statut contraire à la démocratie de quelques (candidats et) membres de l'OTAN. Au cours de la deuxième moitié des années soixante-dix, la détente connut de sérieux revers. Au même moment, la mise au point d'armes nucléaires de précision, à moyenne et courte portée, provoquant peu de retombées secondaires, sembla rendre réellement possible une guerre nucléaire limitée qui aurait l'Europe comme théâtre. Dès ce moment le mouvement en faveur de la paix grandit dans d'énormes proportions — aux Pays-Bas et ailleurs. A l'intérieur du PvdA on consacra beaucoup plus d'attention qu'auparavant aux problèmes de sécurité. Cette attention critique se déplaça de la question de l'adhésion à l'OTAN au déploiement d'armes nucléaires nouvelles, surtout la bombe à neutrons et les missiles de croisière. A cette époque un nouvel élément s'était introduit dans cette lutte historique entre les traditions nationaliste-libérale et moraliste. La nature même d'une guerre nucléaire empêchait de nom-

breux citoyens d'accepter l'idée qu'une telle guerre puisse jamais être considérée comme inévitable. Lorsqu'une telle guerre aura éclaté, il ne restera rien à défendre⁴⁶. De là les efforts massifs et réitérés, déployés pour convaincre le gouvernement hollandais et les super-puissances de la nécessité de mettre fin à la course aux armements. Ces continuités historiques fournissent encore le cadre dans lequel se développer la politique de défense au sein du PvdA.

L'impact des modifications dans l'organisation internationale

Des facteurs externes tels que les progrès technologiques et les changements de stratégie ont eu un impact important sur la politique de défense du PvdA. Nous avons vu comment le PvdA approuva le passage de la stratégie de défense de l'OTAN du concept de «représailles massives» à la «riposte graduée». Pendant les années soixante-dix, cependant, la «riposte graduée» provoqua des critiques grandissantes parce qu'elle semblait abaisser le «seuil de risque nucléaire». Pour la même raison fut critiquée l'introduction d'armes nucléaires tactiques à faibles retombées secondaires et de ce qu'on appelle les mini têtes nucléaires. Les dirigeants du parti, les députés et les militants de base n'avaient pas les mêmes idées sur ce problème, mais ils tombèrent d'accord sur le fait que ni la bombe à neutrons, ni les missiles de croisières, ni les fusées Pershing II ne devaient être déployées en Europe.

Mais là nous avons déjà abandonné le niveau conceptuel des stratégies et abordé le niveau pratique des moyens militaires. Bien que la question des missiles de croisière soit, actuellement, l'une des principales questions politiques en Hollande, le débat concernant les principes généraux de la politique de défense est encore rudimentaire.

Le progrès technologique coïncide avec des modifications dans les relations internationales. Des changements récents dans les relations entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis ont conduit le PvdA à repenser son opinion sur l'Alliance Atlantique. En janvier 1984, une commission spéciale du PvdA établit un rapport intitulé «Le Dilemme Européen», qui traitait de la détérioration des relations entre le chef de file de l'OTAN et ses alliés européens⁴⁷. Les désaccords entre les États-Unis et l'Europe en ce qui concernait l'Afghanistan, la question polonaise, l'Amérique Centrale, la bombe à neutrons, les missiles de croisière et les fusées Pershing II ainsi que les conflits d'intérêts financiers et économiques rendaient nécessaires une réévaluation des relations entre pays, à l'intérieur de l'Alliance Atlantique. L'indignation moraliste provoquée par l'intervention américaine dans des pays tiers — constamment présente au sein du PvdA depuis la guerre du Vietnam — était maintenant associée avec la prise

de conscience réaliste des conflits d'intérêts existant entre l'Europe et les États-Unis. Mais, ainsi que le suggère déjà son titre « Le Dilemne Européen », ce rapport constitue un nouvel exemple frappant de cette « lutte » interne des Sociaux-démocrates autour du problème de la défense. Comment concilier une indépendance accrue de la défense ouest-européenne et la stabilité politique en Europe ? Comment essayer de créer une zone dénucléarisée en Europe tout en prenant en compte les arsenaux nucléaires français et britannique ? Le rapport déclare qu'il est nécessaire de rechercher « une politique qui envisage aussi bien la pérennité de l'OTAN que la désintégration éventuelle de cette Alliance et la naissance de l'unité ouest-européenne tout comme le développement de groupements changeants de nations européennes sans liens avec les États-Unis⁴⁸. D'après le rapport, ceci implique dans le proche avenir qu'une adhésion critique à l'OTAN soit maintenue, que le déploiement des missiles de croisière soit stoppé et que la Hollande cesse toute activité dans le domaine nucléaire. A moyen terme devrait être mise au point, pour l'Europe de l'Ouest, une stratégie de défense permettant une réponse minimale mais suffisante aux attaques. Dans cette optique, il semble primordial de disposer les forces militaires dans l'hinterland (c'est-à-dire aussi loin que possible du « Rideau de fer »). On peut objecter, cependant, que ce rapport ambigu ne représente pas la position officielle du PvdA. Ce qui est vrai ; mais la plate-forme électorale récemment adoptée pour les Élections européennes de 1984 met l'accent sur la nécessité d'une approche plus européenne des problèmes de défense et de sécurité⁴⁹. Cette orientation du PvdA vers une politique plus tournée vers l'Europe, qui ressemble dans une certaine mesure à la position du parti immédiatement après la deuxième guerre mondiale, fut approuvée sans débat interne approfondi sur les conséquences qu'elle pourrait avoir. Le congrès qui approuva la plate-forme européenne sembla écarter le vrai dilemme soulevé par le rapport. La plupart des idées du Secrétaire aux affaires internationales du PvdA, Maarten van Traa, furent acceptées. Le congrès n'alla pas plus loin que la proposition initiale de la direction du parti concernant la question brûlante des armes nucléaires : l'arsenal nucléaire de l'Est et celui de l'Ouest devaient, d'après le congrès, non seulement être diminués, mais totalement supprimés⁵⁰. En d'autres termes, une Europe plus indépendante devait se défaire des armes nucléaires.

Les effets à l'intérieur et à l'extérieur du parti : un parti divisé

Jusqu'à présent, dans ce chapitre de conclusion, nous avons traité le PvdA comme une entité unie. Ainsi que nous l'avons vu au chapitre III, cependant, ce parti a été loin de l'unité pendant le plus clair de son histoire. Pendant

les années soixante-dix la génération de la Nouvelle Gauche et celles qui ont suivi se sont efforcées d'obtenir une démocratie interne plus grande au sein du parti. Ce faisant, le milieu social des militants du parti et — par voie de conséquence — de leurs délégués au congrès, changea. Le parti adopta des positions plus avancées, mais à des degrés divers aux différents niveaux de sa hiérarchie. Des différences d'opinion apparurent plus fréquemment qu'auparavant entre les professionnels de la politique élus au Parlement qui formaient le premier rang de la direction du PvdA et l'élite moyenne, essentiellement non-professionnelle qui dominait le congrès du parti. Lorsque le PvdA prit part au gouvernement (1973-1977, 1981-1982) des différences analogues apparurent entre les ministres du PvdA et les membres du Parlement, ces derniers adoptant des positions plus avancées que les premiers⁵¹. Ainsi la structure de l'opinion du PvdA semblerait-elle à ce point de vue obéir à la « loi spéciale de disparité curvilinéaire »⁵² de John May selon laquelle les dirigeants de second plan sont des « extrémistes », par rapport aux dirigeants de premier plan, comme par rapport aux non-dirigeants. Les déclarations faites à l'issue des congrès du PvdA sur la politique de défense, au cours des quinze dernières années, ont été généralement plus révolutionnaires que la position du groupe parlementaire. Le groupe parlementaire était, bien sûr, plus proche des réalités de la politique, et devait mettre l'accent sur des « alternatives réalisables ». Aussi publia-t-il, dans les années soixante-dix, des rapports détaillés sur la politique de défense, tandis que le parti lui-même lançait des affirmations dans des plate-formes électorales ou des résolutions adoptées lors des congrès. Mais le PvdA ne réussit pas à publier de rapport substantiel ni de document de travail sur la défense de 1968 à 1981. Le rapport de 1981 ne combla pas non plus réellement ce vide, du fait des désaccords internes régnant entre ses quatre auteurs. En 1983, des intellectuels de l'aile droite du parti commencèrent à critiquer l'absence de vision cohérente du PvdA sur la politique internationale. En particulier, Tomp et Benthem van den Berg stimulèrent la naissance d'un débat (encore) rudimentaire sur la politique hollandaise de défense⁵³. Ce débat qui se ramène à une discussion entre intellectuels est susceptible de se prolonger quelque temps, mais il est manifeste qu'il est peu probable qu'un consensus se dégage, à court terme, au sein (des élites) du parti. La base et l'électorat du parti semblent se préoccuper presque uniquement du problème des missiles de croisière. Cependant, presque tous les circuits et tous les niveaux du parti se déclarent maintenant en faveur de la prolongation de la participation de la Hollande à l'OTAN. L'idée d'une adhésion « conditionnelle », qui était populaire dans les années soixante-dix, a été abandonnée. Une majorité écrasante au sein du PvdA se déclare hostile au déploiement des missiles de croisière. Cette majorité comprend le groupe parlementaire, ce qui n'est pas surprenant si l'on se réfère aux théories de Downs. Le

chef de file de cette majorité, Den Uyl, a même prédit qu'après les élections de 1986 une coalition avec le PvdA essaierait de mettre fin au stationnement des missiles de croisière aux Pays-Bas (prévu pour 1986), même si ceci impliquait le renversement d'une décision prise par le gouvernement actuel. En ce qui concerne les autres problèmes de politique de sécurité il existe, au sein du parti, plusieurs circuits d'opinion qui recoupent les divisions internes du PvdA et parfois se chevauchent. Leurs idées vont du pacifisme total jusqu'à l'acceptation de quelques missiles de croisière sur le territoire hollandais; d'une position solidement pro-atlantique jusqu'à une approche plus centrée sur l'Europe, etc. En ce qui concerne le congrès du parti, une approche plus européenne semble avoir gagné du terrain récemment, si nous nous référons au congrès du PvdA sur l'Europe de février 1984. Là, le parti approuva généralement les idées de son influent secrétaire aux questions internationales, Van Traa. En ce qui concerne les armes nucléaires le congrès adopta des positions plus avancées. Le groupe parlementaire est dans l'ensemble plus modéré et plus atlantiste que le congrès du parti, bien que des porte-paroles de ce groupe, comme Ter Beek et De Vries, eussent souligné en de nombreuses occasions le conflit d'intérêt entre l'Europe et les États-Unis et eussent plaidé en faveur d'un élargissement des pourparlers INF de Genève (sur les armes nucléaires à moyenne portée) ou d'une dénucléarisation en Europe de l'Ouest⁵⁴.

Pendant les années soixante-dix, le fossé existant entre l'organisation du parti (c'est-à-dire la direction du parti, le congrès, les sections locales, etc.) et les membres du parti, appartenant aux gouvernements de coalition, se creusa parfois encore plus. En 1975, par exemple, le congrès vota en faveur d'une participation «conditionnelle» à l'OTAN tandis que les ministres appartenant au PvdA exprimaient ouvertement et clairement leur désaccord à ce sujet⁵⁵. Ceci peut bien appuyer l'hypothèse de May sur la disparité, parce qu'on pourrait s'attendre à ce qu'un parti au pouvoir modère ses déclarations, et cependant le congrès se montrait plus révolutionnaire que jamais. Mais ici il semble utile de lier l'hypothèse faite par May à la distinction entre partis minoritaires, intermédiaires et dominants telle que nous l'avons formulée au début⁵⁶. Dans tout parti important il existe une divergence d'opinions entre ceux qui s'occupent quotidiennement de définir des politiques et ceux qui se réunissent, de temps en temps, en congrès pour juger des politiques en termes de principes de parti. Mais les partis minoritaires ne ressentent pas autant que les partis dominants ou intermédiaires la nécessité de définir des politiques alternatives réalisables. Les partis dominants ou intermédiaires ont des responsabilités gouvernementales ou ils les assumeront dans un proche avenir. Il existe aussi une différence entre les partis dominants et les partis intermédiaires. Tandis qu'un parti dominant,

dès lors qu'il est au pouvoir, peut décider de sa propre politique, les partis intermédiaires devront toujours accepter des compromis dans des gouvernements de coalition. Il est donc parfaitement naturel qu'un ministre membre du PvdA s'écarte parfois de la position officielle de son parti.

Aussi l'alternance gouvernement/opposition fonctionne-t-elle différemment pour un parti dominant et pour un parti intermédiaire. Le rôle de l'élite du niveau intermédiaire, autrement dit, celui des dirigeants de second plan, varie dans ce processus, en fonction du contrôle qu'exerce la direction nationale sur le parti. Pendant les années cinquante et le début des années soixante l'emprise de la direction du PvdA sur le parti était très forte. Les dirigeants au plus haut niveau, les dirigeants de second plan, comme les non-dirigeants, étaient plus ou moins alignés. Ceci explique, dans une large mesure, pourquoi dans les années 1950 le parti approuva les politiques très modérées des gouvernements auxquels participait le PvdA. Lorsque le parti fut contraint de rejoindre les rangs de l'opposition en 1959, il adopta une attitude un peu plus critique pour la simple raison qu'il n'était plus obligé de défendre les compromis élaborés au sein de la coalition gouvernementale.

Lorsque la direction nationale n'impose pas ses vues au parti, dans son ensemble, il se produit une réaction différente vis-à-vis du mécanisme gouvernement/opposition. Tel est le cas au sein du PvdA depuis les années soixante. Le processus de démocratisation fondé sur des idées populistes ou de la Nouvelle Gauche, eut pour conséquence l'apparition d'un congrès plus indépendant et moins homogène qui remettait souvent en cause la direction du parti. Un tel congrès est susceptible de critiquer les dirigeants de son parti encore plus sévèrement lorsque ceux-ci font partie d'une coalition gouvernementale que lorsqu'ils sont chefs de file de l'opposition. D'un côté, les espérances croissent lorsqu'existe l'opportunité de traduire les demandes en politique gouvernementale. De l'autre, la nécessité évidente d'aboutir à un compromis offre à la direction du parti une raison supplémentaire de s'écarter de la position officielle du parti. C'est ce que nous avons constaté lors du gouvernement Den Uyl (1973-1977).

Il est beaucoup plus difficile d'arriver à un consensus, à l'intérieur du parti, dans les années quatre-vingts que dans les années soixante. Le caractère plus hétérogène et plus démocratique (ou populiste) de l'organisation du parti amoindrit sa fonction de rassemblement et d'intégration. Ceci est également vrai pour la politique de défense. Le parti n'est unanime qu'en ce qui concerne les très grandes lignes de la politique de défense (par exemple : la réduction des armements au niveau international) et sur des problèmes précis (par exemple : le déploiement de missiles de croisière) seules des majorités mouvantes peuvent être réunies. Cette hétérogénéité à l'intérieur du parti empêche vraisemblable-

ment le PvdA d'adopter une approche globale logique de la politique de défense. L'existence d'une approche globale, dans les années cinquante, était principalement due à l'absence de débat réel à l'intérieur d'un parti dominé par sa direction. C'est pourquoi le débat actuel, au sein du PvdA, ne conduira-t-il pas nécessairement à une vision synthétique⁵⁷.

La politique de défense du PvdA dans une perspective comparative

Le PvdA est-il seul à avoir ce genre de point de vue sur les aspects de la politique de défense ? Dans quelle mesure cette approche tournée vers l'Europe au sein de l'OTAN et ce refus du déploiement des missiles de croisière et des fusées Pershing II sont-ils uniques ?

Sur le plan national, les autres partis hollandais ne sont pas engagés dans un débat théorique sur la politique de défense. Sur ce point le PvdA se distingue des autres. En ce qui concerne le déploiement des missiles de croisière sur le territoire hollandais, les petits partis de gauche sont d'accord avec le PvdA. Certains prétendent que les idées du mouvement hollandais pour la paix ont eu un impact considérable sur la base du PvdA parce que celui-ci ne possédait pas de point de vue cohérent sur la politique de défense à un moment où le mouvement pour la paix était déjà très fort. D'autres ont fait remarquer — avec un cynisme à peine voilé — que l'attention accrue portée par le parti au problème des armes nucléaires coïncidait avec une absence, au sein du PvdA, d'une réponse claire à la crise économique⁵⁸.

Le problème des missiles de croisière a fait naître de nombreuses difficultés au sein du CDA et a failli du même coup mettre en péril la coalition VVD-CDA. Un sondage récent indiquait une opposition toujours croissante à l'arrivée de ces armes : 34 % de l'électorat du VVD, 45 % de celui du CDA et plus de 80 % de celui du PvdA étaient hostiles au déploiement. En moyenne 63 % de la population disait « non » au déploiement, 24 % y étaient favorables et 13 % n'avaient pas d'opinion⁵⁹. Il semble donc difficile de trouver un compromis.

Sur le plan international, le PvdA semble moins isolé qu'il n'y a plusieurs années. L'impact des mouvements pacifistes, bien qu'il soit difficile à mesurer, pourrait bien y avoir contribué. Mais deux facteurs supplémentaires retiennent notre attention. Tout d'abord, la situation politique s'est modifiée dans plusieurs pays. Tandis qu'en Europe du Sud, les socialistes et les sociaux-démocrates avaient un pouvoir gouvernemental accru, c'est le contraire qui s'est produit en Europe du Nord. Bien que les partis belge et danois ressemblent au parti hollandais au point de vue idéologique (voir le chapitre II) ils ont réagi différem-

ment à la décision de déploiement, à deux vitesses, de l'OTAN en 1979. Le chef de file du SPD allemand, Helmut Schmidt, était le père spirituel de cette décision et son parti approuva cette résolution. Les partis danois et belges, qui faisaient à l'époque partie du gouvernement de leur pays, la critiquèrent bien haut, mais finirent par l'accepter. Le parti hollandais, qui faisait partie de l'opposition depuis 1977, était déjà hostile à cette décision en 1979. Il s'y oppose toujours, mais ses partis frères de Belgique, du Danemark, de Norvège et d'Allemagne, qui sont tous passés dans l'opposition peu de temps après, se sont maintenant rangés à ses côtés. Le mécanisme de passage dans l'opposition, tel qu'il est décrit dans le chapitre précédent, a peut-être aussi fonctionné dans ce cas.

En deuxième lieu, la coopération entre partis socialistes s'est intensifiée, particulièrement entre des partis possédant plus ou moins la même orientation en matière de politiques de défense et de sécurité. Les pourparlers *Scandilux* sur la paix et la sécurité ont démarré en 1981. Sur une initiative belge et hollandaise, les partis norvégien, danois et du Bénélux organisent régulièrement des réunions de consultation. Le Parti Travailleiste britannique et le SPD allemand assistent à ces réunions en tant qu'observateurs. Le PvdA affirme que le changement d'opinion des partis norvégien et danois est aussi une conséquence des pourparlers *Scandilux*⁶⁰.

Un débat plus récent, initié au sein de la *Confédération des Partis Socialistes de la Communauté Européenne*, n'a pas (encore ?) abouti à un consensus. Les divergences sont trop importantes entre le groupe *Scandilux* et ce qu'on appelle «l'Internationale de l'olive» des partis socialistes d'Europe du Sud. Un groupe de travail spécial essaie néanmoins depuis septembre 1983 de rédiger une déclaration commune⁶¹. Les partis étaient effectivement d'accord sur l'adoption d'une position plus indépendante, vis-à-vis des États-Unis. Le PvdA semble donc partager son approche plus européenne qui figure dans sa plateforme pour les élections européennes de 1984 — avec les autres partis socialistes. Mais le groupe n'a pas réussi à trouver de dénominateur commun sur le problème des armes nucléaires. Il était impossible de concilier la proposition française et la proposition hollandaise (rédigées respectivement par Huntzinger et Van Traa). Le fruit de ces idées contradictoires est un compromis assez vague sur ce point. La «lutte» des socialistes et des sociaux-démocrates avec le problème de la défense a aussi un prolongement au niveau européen.

La thèse de Laqueur, que nous avons citée en introduction, sur cette maladie contagieuse appelée «Hollandisme» appelle donc des restrictions considérables. Les sociaux-démocrates, en ce qui les concerne (encore plus vrai des autres grands partis des Pays-Bas), n'évoluent pas vers le pacifisme total ou le

neutralisme. Il est vrai que l'hostilité aux armes nucléaires s'est intensifiée au sein des partis sociaux-démocrates d'Europe du Nord, et que le PvdA a peut-être joué un rôle moteur dans cette tendance. Mais il ne faut pas confondre cette hostilité avec le pacifisme ou le neutralisme. Ceci est également vrai en ce qui concerne une approche plus européenne des affaires de défense. La participation à l'OTAN n'est (plus) remise en cause. La désagrégation de l'OTAN, si elle se produit, pourrait bien découler de conflits d'intérêts grandissants nés du contexte de crise économique plutôt que de l'impact du travail de «sape» de certains partis sociaux-démocrates implantés du côté européen de l'Atlantique. L'absence de vision synthétique sur la sécurité n'est pas seulement le fait du socialisme (hollandais), mais reflète plutôt le désordre qui règne actuellement dans la politique, au niveau international.

Traduction : Mme L. GABRIEL

NOTES

- 1 Quelques-unes des idées contenues dans ce rapport avaient déjà été présentées par les auteurs lors de la conférence sur la sécurité canadienne, l'OTAN et la tendance au semi-alignement à la Queen's University de Kingston (Canada), les 1ers et 2 septembre 1983, dans un rapport intitulé «Dutch Social Democrats and Security Policy», 68 pp.
- 2 W. Laqueur, «Hollanditis : A New Stage in European Neutralism», *Commentary*, 72 (1981) 2, pp. 19-26.
- 3 Ces termes seront clarifiés au chapitre IV.1.
- 4 Se référer, par exemple, à A. Lijphart, *The Politics of Accommodation. Pluralism and Democracy in The Netherlands*, (Berkeley / Los Angeles, University of California Press, 1975)⁴; H. Daalder, «The Netherlands. Opposition in a Segmented Society», dans : *Political Oppositions in Western Democracies*. Robert A. Dahl, Ed. (New Haven Conn., Yale University Press, 1966).
- 5 On peut trouver des informations sur la plupart de ces partis dans : *Political Parties of Europe*. Édité par Vincent E. McHale et Sharon Skowronski (Westport Conn. etc., Greenwood Press, 1983).
- 6 Voir A.H. Thomas, «Social Democracy in Denmark»; S. Wolinetz, «The Dutch Labour Party : a Social Democratic Party in Transition», both in : *Social Democratic Parties in Western Europe*. Édité par W.E. Paterson et A.H. Thomas (Londres, Croom Helm, 1977).
- 7 Laqueur, op. cit. p. 23; M. van Traa, «Sociaal-democratie en gedeelde veiligheid», *Socialisme en Democratie*, 41 (1984) 1, pp. 27-34.
- 8 Bram Stemerding, «De sociaal-democratie en het vraagstuk van oorlog en vrede», *Socialisme en Democratie*, 38 (1981) 4, pp. 188-198; cf. aussi : «Congresbesluiten SDAP 1894-1924 (Amsterdam, 1925).
- 9 Cf : H. van Hulst, A. Pleysier and A. Scheffer, *Het roode vaandel volgen wij*. (La Haye, Kruseman, 1969) p. 212, 297 entre autres.
- 10 «Beginselprogram van de Partij van de Arbeid», *Parlement en Kiezer 1947/1948* (1948) pp. 107-112.
- 11 Cf : A.A. de Jonge, *Het Communisme in Nederland*. (La Haye, Kruseman, 1972).
- 12 Se référer à Jan Bank, «De PvdA en de Indonesische Revolutie», *Socialisme en Democratie*, 38 (1981) 12, pp. 585-593.
- 13 *Rapport van de Militaire Commissie van de Partij van de Arbeid*. (Amsterdam, 1951) pp. 17-20.
- 14 *Teksten van resoluties aangenomen op het tiende congres van de Partij van de Arbeid, 5 et 6 maart 1965*. (Amsterdam, 1965) pp. 5-6; se référer aussi à : M. van der Stoep, «Militair overbodig, politiek ongewenst», *Socialisme en Democratie*, 21 (1964) 1, pp. 3-10.
- 15 Se référer à : Han Hansen, *De zes attonnemen van Nederland*. (Amsterdam, VanGennep, 1982), p. 18 particulièrement; il cite Drees, dirigeant politique du PvdA et premier ministre de 1948 à 1958.
- 16 «Verkiezingsprogram 1959», *Parlement en Kiezer 1959-1960* (1960) particulièrement p. 152 (traduit par nos soins).
- 17 *SIPRI Yearbook 1980* (Stockholm, 1980) p. 28; mais cf. J.G. Siccama, «De defensiebegroting tussen 1945 en nu, de moeilijk te bepalen prijs van de Nederlandse defensie», dans : *De prijs van defensie*. (La Haye, Stichting Maatschappij en Krijgsmacht, 1984) pp. 43-72.
- 18 «Beginselprogram van de Partij van de Arbeid», *Parlement en Kiezer 1959-1960* (1960) p. 152 notamment (traduit par nos soins).
- 19 Cf : A. Lijphart, «The Netherlands : Continuity and Change in Voting Behavior», dans : *Electoral Behavior. A Comparative Handbook*. Édité par Richard Rose. (New York/ London, Free Press, 1974) p. 246 notamment; à propos du rapport de l'Eglise hollandaise Réformée, cf : H. Wieringa, «Synode - Partij van de Arbeid», *Socialisme en Democratie*, 20 (1963) 4, pp 287-296; une réaction plus critique peut être trouvée dans : J. Ijff, «Nogmaals, N.H. Synode en de Kernwapens», *Socialisme en Democratie*,

- 21 (1964) 6, pp 442-450.
- 22 *In dienst van de vrede*. Rapport van de Commissie Oorlog en vrede in het atoomtijdperk (Amsterdam, PvdA, 1962) pp 5-29 (rapport majoritaire) et pp 33-43 (rapport minoritaire).
- 23 *Verslag van het negende congres van de Partij van de Arbeid, gehouden op. 17, 18 en 19 januari 1963* (La Haye, non daté) p. 57.
- 24 *Een politiek voor vrede. De PvdA en het vredesvraagstuk* (Amsterdam, Arbeiderspers, 1967).
- 25 *Congresverslag 1967* (Amsterdam, PvdA, 1967) p. 81.
- 26 *Délibérations de la Deuxième Chambre : Handelingen van de Tweede Kamer, 1968-1969* (La Haye, 1969) pp 648-676.
- 27 Peter Schonewille, «Democratisch Socialisten'70, 'het vierde alternatief', Thèse de M.A., Département d'Histoire, Université de Groningue, 1983; il serait intéressant de comparer le parti DS'70 avec le SDP britannique ou le CD danois.
- 28 *Doelmatig defensiebeleid* (Amsterdam, 1968).
- 29 *Doelmatig defensiebeleid II* (La Haye, 1971).
- 30 *Keerpunt 1972. Regeerakkoord van de progressieve drie, PvdA, D'66, PPR*. (Amsterdam, 1972) pp 40-41; se référer aussi aux actes du congrès dans : *Gesproken en besloten. Mededelingen van de Tesselschadestraat* (Décembre 1972) p. 2; et : S. Rozemond, «De PvdA en de NAVO», *Internationale Spectator*, 27 (1973) pp 73-77.
- 31 J.C. Kombrink, «Naar een Europees Veiligheidssysteem : illusie of mogelijkheid», *Socialisme en Démocratie*, 30 (1973) pp 378-399.
- 32 *Eindnota Vrede en Veiligheid*. (Amsterdam, PvdA, 1975) pp. 14-15.
- 33 *Gesproken en besloten. Mededelingen van de Tesselschadestraat*. (May 1975) pp 9-12.
- 34 *Platform of Principles*. Traduit du hollandais par J. Rudge. (non daté) pp 17-18.
- 35 Cf : J.J. C. Voorhoeve, *Peace, Profits and Principles*. (La Haye, Martinus Nijhoff, 1979) pp. 135-136 notamment.
- 36 B. Sternerdink, «De rol van kernwapens, woorden en daden», *Socialisme en Démocratie*, 40 (1983), 1, pp 3-7; Cf. aussi : Voorhoeve, op. cit. pp 130-131; G. van Benthem van den Bergh et B. Tromp, «De Partij van de Arbeid en defensie : uitgangspunten voor een Nederlands veiligheidsbeleid», *Socialisme en Démocratie*, 40 (1983) 9, pp 3-15; *Om de veiligheid van het bestaan*. (La Haye, Staatsuitgeverij, 1974).
- 37 *Vrede en Veiligheid in Europa. Nota van de PvdA Tweede Kamerfractie*. (La Haye, 1976); en ce qui concerne les idées de Dankert, cf. aussi : *Handelingen van de Tweede Kamer 1973-1974* (La Haye, 1974) pp 1227-1230. *Handelingen van de Tweede Kamer 1974-1975* (La Haye, 1975) pp 92-150.
- 38 «*Voorwaars en niet vergeten*» *Verkiezingsprogram van de Partij van de Arbeid* (Amsterdam, 1977) p. 83.
- 39 Cf : P.P. Everts, *Public Opinion, the Churches and Foreign Policy*. (Mémoire de maîtrise, Université de Leyde, 1983), chapitres 6 et 7.
- 40 Rob Vermaas, «Joop den Uyl en de kernwapens», *Voorwaarts*, 1 (1980), 5, pp 3-7.
- 41 *Gesproken en besloten. Mededelingen van de Tesselschadestraat*. (Août 1979) p. 7 et p. 17.
- 42 Ben Schennink, Ton Bertrand, Hans Fun, *De 21 november demonstranten*. (Soest, Jan Metz, 1982) p. 37; Comme le PvdA comptait environ 100 000 membres à l'époque, on peut estimer au tiers de ce chiffre le nombre des membres du PvdA ayant participé à cette manifestation; on ne dispose pas encore des chiffres comparables en ce qui concerne la manifestation de 1983, mais on peut déduire des articles parus dans la presse qu'un nombre encore plus considérable de membres du PvdA y a pris part.
- 43 P. Lucardie et J. Oorburg, «Sociaal-democraten in soorten, een analyse van een discussie in PvdA-afdelingen», *Socialisme en Démocratie*, 39 (1982) 11, pp 519-528; les conclusions se fondent sur l'analyse du contenu des délibérations des sections locales lors des réunions tenues dans le but de rédiger un manifeste «de la base» pour les élections de 1981.
- 44 *Rapport Kommissie Vrede en Veiligheid PvdA*. (Amsterdam, 1981). Entre 1968 et 1981, le PvdA ne publia aucun rapport de synthèse sur la politique de défense; le groupe parlementaire a agi de sa propre initiative en 1971, 1976 et 1979.
- 45 *Defensienota 1979*. (La Haye, 1979).
- 46 *Handelingen van de Tweede Kamer 1979-1980*. (La Haye, 1980) pp 931, 1071, 1967-

- 2182; cf aussi : T. Harmsma, «Nachtmerries over kernwapens, Max van der Stoel zit weer op Buitenlandse Zaken», *Voorwaarts*, 2 (1981), 5/6, pp 24-28.
- 45 *Weerwerk. PvdA Verkiezingsprogram 1981-1985*. (Asmterdam, 1981) p. 24; *Gesproken en besloten. Mededelingen van de Tesselschadestraat*. (Février 1981) pp 12-14; le procès-verbal dactylographié de ce congrès est disponible au centre de Documentation sur les partis politiques hollandais à Groningue.
- 46 On néglige souvent le fait qu'une guerre conventionnelle aura presque certainement le même effet sur les Pays-Bas.
- 47 *Dilemma voor Europa : Advies m.b.t. de west-westverhoudingen van de BKB aan het Partijbestuur*. (PvdA, 1984); En 1982 la BKB (Commission élargie sur la Politique étrangère) a tenu une conférence sur le même sujet à Utrecht.
- 48 Ibidem, p. 3.
- 49 *Ontwerp-verkiezingsprogramma van de Partij van de Arbeid voor de Europese verkiezingen*. (1984) pp 7-9.
- 50 Le terme «afschaffing» (abolition) fut approuvé par les délégués par 6 528 voix pour et 4 162 voix contre; se référer à : *Vrij Nederland*, (25 février 1984) p. 9.
- 51 Pour un commentaire sur cette évolution à l'intérieur du parti, se référer à : Gérard Heyne den Bak, *Démocratie in problemen*. (Deventer, Kluwer, 1982); Paul Frissen et Gérard Metzelaar, «De PvdA en de problemen van een verzorgingspartij», *Socialisme en Democratie* 41 (1984) 1, pp 3-11.
- 52 Cf : John D. May, «Opinion structure of political parties : The special law of curvilinear disparity», *Political Studies*, 21 (1973) 2, pp 135-151.
- 53 G. van Benthem van den Bergh et B. Tromp, op. cit.; de nombreuses réactions suivirent, à la fois dans le quotidien *De Volkskrant* et dans *Socialisme en Democratie*.
- 54 *Jaarverslag van de Tweede Kamerfractie van de PvdA 1981-1982*.
- 55 Le Ministre des Affaires Étrangères, Van der Stoel, jugeait les menaces de retrait de l'OTAN comme «totalement irresponsables»; se référer à Voorhoeve, op. cit. p. 140, qui cite un discours fait par Van der Stoel à Amsterdam, le 6 mars 1975.
- 56 Il faut signaler que May distingue trois types de partis : les grands partis, les moyens partis et les petits partis; cependant, il ne développe pas cette distinction.
- 57 Se référer aussi : K. Koch, «WVZ geen antwoord op internationale veiligheidsproblematiek», *Socialisme en Democratie*, 41 (1984) 1, pp 12-18; de plus, P. Kalma arguait que le PvdA ne devrait pas avoir de fonction d'intégration mais devrait seulement mettre en relation des mouvements sociaux et stimuler la discussion ouverte : P. Kalma, *De illusie van de «democratische staat»*. (Kluwer, Deventer, 1982) pp 125-130.
- 58 Cf aussi : P.R. Baehr, «Nederlandse politieke partijen en de buitenlandse politiek», Rapport présenté à la conférence sur les intérêts des partis politiques qui a eu lieu au Centre de Documentation sur les partis politiques hollandais de l'Université de Groningue en 1983, pp. 7-8.
- 59 *De Volkskrant* (1er mars 1984); *NRC Handelsblad* (1er mars 1984); cette hostilité s'est même encore intensifiée récemment, d'après un sondage publié dans l'émission radio *In de Rooie Haan* le 10 mars 1984.
- 60 *PvdA verslagen van het Partijbestuur en van de Eerste Kamerfractie over de periode 1980-1982*, p. 122; se référer aussi à M. van Traa, op. cit. pp 32-33.
- 61 Nous nous appuyons ici sur un résumé du manifeste publié dans *Vrij Nederland*, (25 février 1984) p. 9.